



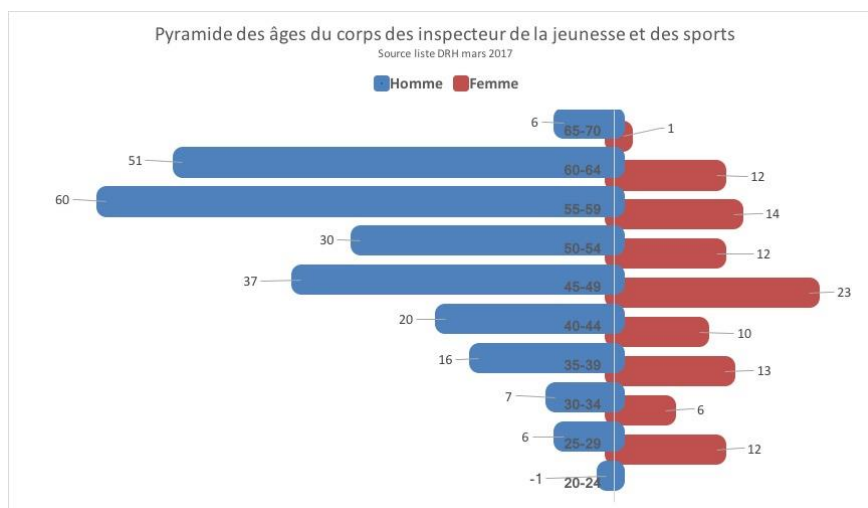
SYNDICAT DE L'ENCADREMENT
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
(SEJS)
UNSA-éducation

Le 22 janvier 2018,

Monsieur le Ministre,

Le syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports (SEJS) a pris connaissance avec la plus vive stupeur et indignation de l'arrêté du 15 janvier 2018 fixant le nombre de postes offerts aux concours externe et interne pour le recrutement des inspecteurs de la jeunesse et des sports (IJS) ouverts au titre de l'année 2018. Cet arrêté prévoit pour 2018 un recrutement indigent de 5 IJS, 2 au titre du concours interne, 3 au titre du concours externe. Ce nombre de postes, le plus bas (8 postes ouverts en 2017, 14 en 2016, 10 en 2015, 10 en 2014, 8 en 2013, 9 en 2012, 15 en 2011) depuis la réouverture du concours en 2011 est inadmissible.

Au rythme moyen de suppressions de postes de ces dernières années et compte tenu de la pyramide des âges du corps (70 IJS de plus de 60 ans en 2017) et du départ moyen à la retraite actuel à 63,4 ans, 160 IJS devraient être partis à la retraite dans 10 ans. Autrement, dit, près de la moitié des IJS actuellement en poste seront partis à la retraite en 2027.



Les effectifs des IJS ont très fortement déclinés : de 440 IJS en 2007 à 327 fin 2017, ce qui correspond à moins 26% en 10 ans, soit en moyenne une baisse de 2,6% par an, baisse encore accrue cette année par votre décision.

.../...

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation Nationale
Hôtel de Rochechouart
110, rue de Grenelle
75357 Paris SP 07

Philippe BAYLAC - Permanent
Syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports (SEJS)
webmaster@sejs.org
10, rue des Grès
77590 BOIS-LE-ROI
www.sejs.org
[f /SEJSUNSA](https://www.facebook.com/SEJSUNSA)
[@comSEJS](https://twitter.com/comSEJS)

.../...

Les conséquences de cette réduction drastique auront pour résultat :

- Les plus grandes difficultés pour des personnels en sous-effectif, malgré leur indéfectible engagement professionnel, à mettre en œuvre vos politiques ministérielles. Il est patent pour le SEJS que le manque, voire dans certains services, l'absence d'IJS, seuls encadrants disposant des compétences métiers pour porter les politiques de la jeunesse, des sports et de la vie associative et manager les personnels techniques et pédagogiques nuit fortement à leur développement ;
- Une situation encore plus tendue dans les services en termes d'effectifs. Jusqu'en 2017, un départ sur deux n'a pas été remplacé et en 2018, contre toute attente, ce phénomène va s'accélérer alors que la nécessité d'y remédier a été démontrée par plusieurs rapports d'inspection générale. Un de ces rapport met même en exergue que certains services se situent « en-dessous du seuil de flottabilité » en termes d'effectifs ;
- Une perte totale d'attractivité du concours et du corps des IJS. Pourquoi les préparations au concours mettraient-elles en place des formations spécifiques avec un nombre de places aussi réduits ? Pourquoi les meilleurs étudiants voudraient-ils s'engager dans un métier avec si peu de perspective ? Le défaut de considération envers le corps des IJS et de lisibilité sur son avenir ne trompe d'ailleurs pas les candidats au concours interne, ces derniers étant de moins en moins nombreux inscrits et présents (2015 : 60 inscrits, 30 présents, 2016 : 60 inscrits, 28 présents, 2017 : 52 inscrits, 19 présents) ;

Pourtant, votre DRH avait fin 2016 en CAP évoqué un concours « à deux chiffres ». Or, il n'en est rien alors qu' :

- Est mis en place du groupe de travail piloté par l'Inspecteur général honoraire Jean-Pierre BOUCHOUT dont la lettre de mission indique le lancement d'une réflexion sur « conditions d'exercice des métiers et la gestion des ressources humaines (recrutement-formation-parcours-mobilité-promotion). Dans sa note introductive à la réunion du 23 janvier 2018 dans la rubrique, les recrutements, il est indiqué textuellement : « il manque d'IJS dans les services pour manager les PTP » ! Le SEJS ne peut que souscrire à ce constat évident ;
- Est initié un travail avec la DRH et les directions métiers afin de mettre en lumière l'expertise des corps techniques et pédagogiques ainsi que d'inspection et qui doit se traduire par l'adoption d'un référentiel professionnel officiel pour les IJS, demande faite de longue date ;
- Est poursuivie la mise en œuvre du protocole signé en 2017 relatif aux IJS qui a notamment pour objet de « renforcer l'attractivité de ce corps ».

Doit-on déduire que tous ces signaux resteront lettre morte et ne sont qu'un leurre ? Pour qu'il n'en soit rien, pour doter les services des seuls personnels d'encadrement expert pour manager les politiques publiques des champs de la jeunesse, des sports et de la vie associative, le SEJS vous demande instamment et rapidement :

- De revoir à la hausse le nombre de postes ouverts pour assurer, *a minima*, un réel renouvellement des effectifs du corps ;
- Plus généralement, de mettre en œuvre une véritable politique de GEPEC au travers une carte de référence des emplois fondées sur des critères sociodémographiques et d'activité.

Le SEJS vous remercie par avance de votre réponse à sa demande et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de sa haute considération.

La secrétaire générale

Isabelle BECU-SALAÜN

Philippe BAYLAC - Permanent
Syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports (SEJS)

webmaster@sejs.org

10, rue des Grès

77590 BOIS-LE-ROI

www.sejs.org

 [/SEJSUNSA](https://www.facebook.com/SEJSUNSA)

 [@comSEJS](https://twitter.com/comSEJS)